Présidentielles américaines : ce que nous disent les primaires

Laurence Nardon

Dans Politique étrangère 2015/4 Hiver , pages 77 à 89
Éditions Institut français des relations internationales

ISSN 0032-342X
ISBN 9782365674539
DOI 10.3917/pe.154.0077
Date de mise en ligne : 09/12/2015

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2015-4-page-77?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Présidentielles américaines : ce que nous disent les primaires

Par **Laurence Nardon**

Laurence Nardon dirige les programmes États-Unis et Canada de l'Ifri. Docteur en science politique de l'université de Paris 1, elle est également maître de conférences à Sciences Po Paris, où elle enseigne sur la société civile américaine.

Bien que critiquées, les primaires américaines sont importantes. Côté républicain, la multiplicité des candidatures traduit d'abord le rejet de l'*establishment*, en dépit d'un certain affaiblissement des *Tea Parties*. Côté démocrate, la candidature de Hillary Clinton semble aujourd'hui renforcée. L'opinion américaine apparaît très divisée, entre une partie rurale, blanche et conservatrice, et une population urbaine et côtière, plus progressiste.

politique étrangère

À travers les États-Unis, la campagne électorale pour les présidentielles de novembre 2016 est lancée. Les primaires se caractérisent, cette année, par la multiplicité de candidats *outsiders*, porteurs d'idées iconoclastes, aussi bien à droite qu'à gauche. Faut-il y voir un défoulement temporaire ou l'expression de réelles demandes de la société civile ? Que nous apprend le cru 2016 sur l'état du système politique américain ?

Un calendrier très formalisé

C'est traditionnellement avec le caucus de l'Iowa et les primaires du New Hampshire que démarre la campagne officielle pour les élections présidentielles. Dans chaque État, des primaires – organisées par les pouvoirs publics et au scrutin secret – ou des caucus – organisés par les partis et au scrutin public[1] – permettent de choisir, pour chaque parti, les délégués qui se rendront à la convention nationale pour désigner le candidat officiel. Le processus s'étendra cette année de février à juin 2016.

1. Les caucus, lors desquels on vote à main levée ou en formant des groupes dans une pièce, se déroulent au niveau local, puis au niveau des comtés. Seuls dix États ont recours à cette méthode : l'Iowa, l'Alaska, le Colorado, Hawaï, le Kansas, le Maine, le Minnesota, le Nevada, le Dakota du Nord et le Wyoming.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

La convention républicaine aura lieu à Cleveland (Ohio) du 18 au 21 juillet 2016. Elle devra trancher entre une pléthore de candidats qui auront tenté de séduire les radicaux de la droite du parti. Côté démocrate, la convention aura lieu à Philadelphie entre le 25 et le 28 juillet 2016. Les délégués donneront l'investiture à Hillary Clinton ou à l'un de ses challengeurs. Les primaires seront alors terminées et la campagne dite nationale débutera entre les deux candidats investis. Ces derniers s'affronteront notamment lors de débats télévisés, avant l'élection du 8 novembre. Le vainqueur, 45e président du pays, prendra officiellement ses fonctions le 20 janvier 2017, avec la cérémonie d'inauguration.

Il suffit cependant d'être à l'écoute des médias pour savoir que la campagne bat son plein depuis le début de 2015, amenant depuis le printemps son lot de surprises. En début d'année en effet, les favoris des sondages et des médias étaient le républicain Jeb Bush, fils et frère de présidents, et la démocrate Hillary Rodham Clinton (HRC), épouse de président. Mais cette belle continuité dynastique n'a pas duré. Jeb Bush s'est vu distancé par les *outsiders* Donald Trump, Ben Carson et Carly Fiorina. Et Hillary Clinton a perdu des points face à Bernie Sanders, qui fait campagne sur des thèmes plus à gauche que l'ex-Première dame.

Un fonctionnement critiqué

Le processus des primaires n'est pas prévu par la Constitution américaine. Il s'est mis en place au cours du temps et se révèle aujourd'hui d'une grande complexité. Il est notamment critiqué pour l'importance accrue donnée aux premiers États à tenir leur primaire ou leur caucus, les résultats qui y sont enregistrés déterminant en partie la suite des événements.

Ce système peut, tout d'abord, produire des erreurs. En 2012 par exemple, la victoire de Mitt Romney au caucus de l'Iowa lui donna suffisamment d'éclat dans l'opinion pour qu'il remporte aisément les primaires du New Hampshire une semaine plus tard. La suite devait révéler que les décomptes avaient été mal faits et que le caucus de l'Iowa avait en fait été remporté par Rick Santorum – mais Mitt Romney avait alors pris trop d'avance pour être rattrapé.

Surtout, les candidats aux primaires et leurs équipes accordent une importance capitale aux sondages effectués dans ces premiers États, notamment l'Iowa et le New Hampshire, suivis par la Caroline du Sud et le Nevada, puis dans les 13 États du « Super Tuesday », qui aura lieu cette année le 1er mars 2016. Ils y effectuent l'essentiel de leur marketing politique, mettant en avant les enjeux propres à ces régions, qui ne sont

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

pas forcément pertinents pour l'ensemble du pays. Dès lors, les autres États tentent, tous les quatre ans, d'avancer la date de leurs propres primaires, pratiquant ce que l'on a appelé un *frontloading* (chargement par l'avant). Les instances des deux partis tentent, en retour, de réfréner cette dynamique par un système de pénalités : les États désobéissants se verront accorder moins de délégués à la convention du parti.

2016 : des primaires très incertaines

Lorsque le président en exercice se présente pour un second mandat, il est assez rare que d'autres membres de son parti souhaitent le défier lors de primaires. Citons, pourtant, Ronald Reagan se présentant aux primaires républicaines contre le président Gerald Ford en 1976, ou le sénateur Ted Kennedy se présentant aux primaires démocrates contre le président Carter en 1980. Barack Obama, pour sa part, n'a pas eu d'adversaire démocrate en 2012.

Cette année, le processus est ouvert, chez les démocrates – Obama ne pouvant se représenter après ses deux mandats – et surtout chez les républicains où plus d'une vingtaine de noms ont circulé au cours de l'année 2015.

Lorsque l'opinion publique n'a pas encore arrêté son choix sur un candidat, la campagne des primaires peut enchaîner les rebondissements. Les primaires de 2012 en avaient montré plusieurs exemples côté républicain. Dans le contexte du mouvement des *Tea Parties*, très méfiant envers les élites, le profil de débutant en politique de certains candidats plaisait énormément à la base du parti républicain. Mais ces novices ne tardaient pas à commettre quelques gaffes médiatiques ou à révéler leur méconnaissance des dossiers, ce qui causait leur perte. Ainsi, Herman Cain, Michelle Bachmann, Rick Perry, puis Rick Santorum et Newt Gingrich, figurèrent brièvement en tête des sondages avant de chuter dans les intentions de vote et d'abandonner la course. La campagne des primaires avait fini par désigner un candidat plus terne et plus *mainstream*, soutenu par l'*establishment* du parti et ses donateurs : Mitt Romney.

Un moment de défoulement politique ?

Les primaires s'adressent par définition aux membres et sympathisants des partis, appelés à choisir parmi les candidats. C'est donc à un public de militants que doivent s'adresser ces derniers. Ils doivent également retenir l'attention des médias pour que leur message soit relayé, ce qui explique nombre des déclarations tonitruantes observées récemment. Ce phénomène est exacerbé par la nature du paysage médiatique actuel où blogs, journaux

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

en ligne ou chaînes câblées s'adressent à des publics de niche et dédaignent les positionnements fédérateurs. Les *outsiders* aux idées neuves et aux discours outranciers ont, dans ce contexte, un incontestable avantage.

On peut voir dans ce phénomène à la fois l'expression des frustrations et anxiétés profondes de la société américaine – que le système politique ignorerait à son propre péril –, mais aussi un temps de catharsis relayée et amplifiée par les médias, l'opinion rentrant ensuite dans le rang pour choisir un candidat moins détonnant, plus centriste. Mais dans ce cadre général, la situation en 2016 n'est pas comparable dans les deux partis.

Côté républicain, une multiplication des candidatures

La surprise initiale du printemps 2015 a été la médiocrité de la campagne de Jeb Bush. Le candidat de l'*establishment*, qui bénéficiait des relais et donateurs de la machine Bush, n'a jamais dépassé les 15 % d'intentions de vote – c'était en mars dernier, et il était alors premier. Depuis, l'absence au sein du parti de leader reconnu auquel la base aurait pu se rallier massivement explique en première analyse la multiplication des candidatures. Si l'on exclut Mitt Romney qui a refusé d'entrer dans la course, 17 personnes ont fait acte de candidature jusqu'à présent.

La plupart des candidats déclarés sont gouverneurs ou anciens gouverneurs, sénateurs ou anciens sénateurs – ce qui montre qu'il existe bien, aux États-Unis aussi, un « sérail » pour les politiques –: Jeb Bush, ancien gouverneur de Floride; Chris Christie, gouverneur du New Jersey; Ted Cruz, sénateur du Texas; Mike Huckabbee, ancien gouverneur de l'Arkansas; Marco Rubio, sénateur de Floride; John Kasich, gouverneur de l'Ohio; Rand Paul, sénateur du Kentucky aux idées libertariennes; Rick Santorum, ancien sénateur de Pennsylvanie; Bobby Jindal, gouverneur de Louisiane; George Pataki, ancien gouverneur de l'État de New York; Lindsey Graham, sénateur de Caroline du Sud; et Jim Gilmore ancien gouverneur de Virginie. Rick Perry, ancien gouverneur du Texas, et Scott Walker, gouverneur du Wisconsin, ont abandonné la course fin septembre 2015.

Les anciens gouverneurs, anciens sénateurs, et les autres…

Il est frappant de constater qu'au début de l'automne, ce sont précisément les candidats qui ne sont pas anciens gouverneurs ou sénateurs qui l'emportent dans les sondages. Au 28 octobre 2015, selon une moyenne des sondages réalisée par le *Huffington Post*[2], Donald Trump, le tonitruant

2. Voir le site: <http://elections.huffingtonpost.com/pollster>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

magnat de l'immobilier, est en tête avec 32,5 % des intentions de vote chez les républicains ; le neurochirurgien à la retraite Ben Carson, unique afro-américain dans la course, le suit avec 22,6 % ; et Carly Fiorina, femme d'affaires de Californie, était récemment troisième avec 10,8 %. Tous les autres candidats, y compris Jeb Bush, sont au-dessous de 10 %.

Le succès de ces *outsiders* venus de la société civile traduit le rejet de l'*establishment* politique de Washington par les électeurs républicains. Ce rejet des élites apparaît comme le marqueur principal de la mouvance populiste au sein du Grand Old Party. Il avait déjà été le thème de ralliement du mouvement des *Tea Parties* à partir de 2009. Ce dernier mouvement semble aujourd'hui affaibli. Ses candidats, trop bruyants, trop extrêmes, avaient rapporté plus d'échecs que de succès aux élections de 2010 et 2012. L'*establishment* du parti a réussi à les écarter lors des *midterms* de 2014. Mais les idées populistes du *Tea Party* restent bien présentes : elles sont aujourd'hui portées par Donald Trump.

Au-delà de la dénonciation des « professionnels de la politique », le populisme républicain s'en prend aux institutions, tout en contribuant activement à leur dysfonctionnement. Ce sont ainsi les membres du Congrès fraîchement élus sur l'étiquette *Tea Party* qui, par leur intransigeance sur les questions fiscales, ont causé le *shutdown* d'octobre 2013 – lorsque l'État fédéral a dû cesser de fonctionner faute de budget voté. Or ce *shutdown* est aujourd'hui cité comme l'une des raisons de la crise de confiance des Américains envers les institutions fédérales.

Le mille-feuille idéologique républicain

L'absence de figure fédératrice dans le parti est par ailleurs à l'origine de l'éparpillement idéologique de ses responsables sur l'ensemble des enjeux présents dans la campagne, que ces enjeux soient sociétaux, économiques, de politique intérieure ou de politique étrangère. Chaque candidat peut ainsi présenter une combinaison unique de choix idéologiques.

Ben Carson, Rick Santorum et Bobby Jindal par exemple, ont un programme extrêmement conservateur sur les questions de mœurs, qu'il s'agisse du mariage gay, de l'avortement, de la contraception, de l'éducation ou du port d'arme. Ils s'adressent principalement aux chrétiens fondamentalistes – même si Carson est adventiste et les deux autres catholiques. Chris Christie et George Pataki, élus de la côte Est, mettent moins en avant ces questions de mœurs et définissent leur programme principalement autour des questions budgétaires et de fiscalité.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Rallié au parti républicain pour des raisons électoralistes, Rand Paul a un positionnement bien particulier puisqu'il défend, comme son père avant lui, les idées libertariennes – dans une version *light* il est vrai, puisqu'aucun véritable libertarien ne saurait être membre du parti républicain. Il milite donc pour une réduction drastique du rôle de l'État fédéral et pour un isolationnisme résolu sur les questions de politique étrangère. Il s'était prononcé au début de sa carrière politique pour une suppression des aides d'État à Israël, mais a dû revenir par la suite sur ces déclarations. Enfin, Carly Fiorina se fonde sur son expérience de PDG de Hewlett Packard pour développer un programme très favorable à l'entreprise.

Par ailleurs, le positionnement de certains candidats peut évoluer. Sur l'immigration par exemple, Marco Rubio a fait partie au printemps 2013 d'un groupe de réflexion bipartisan, le « gang des huit », chargé de trouver des voies de régularisation pour une partie des 11 millions d'immigrés illégaux du pays. Il arguait de son histoire familiale – ses parents sont des immigrés cubains –, et du fait que le parti ne pourrait gagner en 2016 s'il ne tendait la main à la communauté latino-américaine. Cette prise de position l'avait rendu impopulaire auprès de la base du parti. Fin février 2015, lors d'un discours devant la *Conservative Political Action Conference* (CPAC), il a précisé qu'une loi de régularisation ne saurait être adoptée avant une fermeture effective des frontières à l'immigration – ce qui la remet, dans les faits, aux calendes grecques.

Dans les six derniers mois, le succès d'apparence irrépressible de Donald Trump a également conduit bon nombre des autres candidats républicains à radicaliser leur discours. Alors que la réforme pénale constitue l'un des nouveaux thèmes forts de la campagne autour de propositions qui visent à assouplir la politique d'incarcération de masse des années 1990, Jeb Bush a récemment pris des positions opposées. Attaqué par Trump pour sa prétendue complaisance envers les immigrés illégaux – Bush avait parlé de l'immigration illégale comme d'un « acte d'amour » de parents envers leurs enfants –, il a mis en avant son bilan conservateur lorsqu'il était gouverneur de Floride et principalement son attitude « stricte envers le crime » (« *tough on crime* »).

De trop nombreux financeurs

Une autre explication de ces nombreuses candidatures est l'abondance de l'argent dans la vie politique américaine. La suppression par la Cour suprême de certains plafonds de contribution aux campagnes électorales rend désormais possible le financement d'une campagne par un seul individu, s'il est assez riche. Quelques milliardaires peuvent donc décider

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

de financer un candidat qui a peu de chances de l'emporter, mais vient encombrer le paysage politique de la campagne.

Selon *The Atlantic*, le millionnaire en fonds d'investissement Foster Fries a de nouveau choisi de soutenir Rick Santorum, actuellement à 0,8 % dans les sondages[3]. De même, le propriétaire de *hedge fund* Robert Mercer finance la campagne de Ted Cruz ; Woody Johnson, héritier de l'entreprise de cosmétiques et de matériel de santé Johnson & Johnson, a pour sa part choisi Jeb Bush ; le concessionnaire automobile et milliardaire Norman Braman soutient Marco Rubio ; le fondateur de Home Depot et milliardaire Ken Langone finance Chris Christie…

Certains de ces donateurs changeront sans doute de protégé au cours de la campagne. D'autres n'ont pas encore choisi. C'est le cas de Sheldon Acheson, propriétaire de nombreux casinos, dont la fortune est estimée à près de 30 milliards de dollars. De même, les fameux frères Koch refusent traditionnellement de choisir un unique candidat dans la phase des primaires, distribuant au contraire leurs fonds à plusieurs d'entre eux.

Par ailleurs, le *New York Times* rapporte que fin septembre 2015, le richissime PDG de Blackstone Steve Schwarzman a réuni un certain nombre d'hommes d'affaires new-yorkais pour une discussion informelle autour du candidat John Kasich, faisant ainsi monter les spéculations sur les chances de ce dernier. Gouverneur de l'Ohio, Kasich se définit en premier lieu comme un « conservateur fiscal », favorable par principe à la limitation des prélèvements. Il a un positionnement mixte sur la plupart des sujets, qui en fait sans doute aujourd'hui un modéré parmi les candidats républicains. Il est contre le mariage homosexuel, mais souhaite que la loi qui l'autorise soit appliquée ; il est favorable à la fracturation hydraulique, mais pas dans les réserves naturelles ; il était favorable à la guerre en Irak en 2002, mais déclare aujourd'hui que c'était une erreur. Kasich est aujourd'hui à 2,8 % dans les sondages... Un afflux d'argent pourrait-il faire de ce candidat pour l'heure très effacé le favori centriste dont le parti a besoin ?

L'épisode Donald Trump

Le candidat le mieux placé jusqu'à présent, Donald Trump, a commencé à monter dans les sondages en mai 2015. Depuis, les observateurs n'ont cessé d'annoncer sa chute, sur le modèle des candidats radicaux des primaires de 2012, mais celle-ci tarde...

3. R. Berman, « A Guide to the Billionaires Bankrolling the GOP Candidates », *The Atlantic*, 24 avril 2015, disponible sur : <www.theatlantic.com>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Bon orateur, extrêmement sûr de lui, Trump enchaîne les déclarations scandaleuses sur les femmes, les Latino-Américains, le climat, la politique étrangère ou le physique de ses adversaires, avec un franc-parler à mille lieux du discours calibré et politiquement correct de ses adversaires. Qui plus est, il engage cette campagne sur ses propres fonds – sa fortune est estimée à 4 milliards de dollars –, ce qui lui donne une liberté entière de manœuvre et de ton. Pour ses fans, Donald Trump incarne la liberté individuelle, valeur clé de l'Amérique. Pourra-t-il se transformer en candidat sérieux, avec un programme plus concret et détaillé sur l'ensemble des enjeux ; pourra-t-il enchaîner des déclarations plus cohérentes sur la durée ?

Début octobre, quelques signes d'affaiblissement pouvaient être relevés. Tout d'abord, les sondages effectués auprès d'électeurs républicains enregistrent une nette baisse de sa popularité : le sondage le plus favorable le situait à 40 % des intentions de vote au 21 août 2015 (Gravis Marketing / One America News) ; la moyenne Huffington lui attribue 32,5 % des intentions de vote fin octobre – toujours en tête, mais avec moins d'avance.

Jusqu'où ira Donald Trump ?

Trump s'est attiré l'inimitié de grands acteurs conservateurs : le groupe d'intérêt libéral « Club for Growth » par exemple, et surtout la chaîne de télévision de Robert Murdoch FoxNews, incontournable relais des idées conservatrices dans l'opinion américaine. Après une dispute par tweets interposés, la chaîne a déprogrammé le passage de Donald Trump dans l'émission « The O'Reilly Factor » du 24 septembre 2015 et lui consacre désormais une couverture globalement négative. Dernier élément, « The Donald », comme le surnomme la presse, ne s'est pas bien tiré du second débat télévisé entre candidats républicains, se faisant notamment clouer le bec par Carly Fiorina.

Pour toutes ces raisons, et bien que les événements aient été dans le sens contraire depuis des mois, on peut continuer à annoncer la chute prochaine de Donald Trump dans les sondages. Reste à savoir qui lui succédera dans le cœur des électeurs républicains. Verra-t-on un autre radical comme Ben Carson prendre la tête, ou les électeurs se rallieront-ils à un candidat considéré comme centriste ?

Quelle que soit la suite de l'aventure, le succès de la candidature Trump à ce stade est une bonne nouvelle pour le camp démocrate. En effet, si Trump remporte l'investiture républicaine, il est certain que non seulement les démocrates, mais aussi la plupart des indépendants et des indécis voteront contre lui, assurant la victoire de son adversaire. S'il ne remporte pas l'investiture républicaine, Donald Trump aura tout de même nui à son

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

camp, tirant pendant des mois le discours des autres candidats républicains vers la droite. Le candidat républicain finalement désigné aura dès lors plus de mal à recentrer son programme pour remporter la campagne nationale de l'automne 2016.

Enfin, il est aussi possible – Trump l'a dit à plusieurs reprises au début de sa campagne – qu'il se présente en indépendant au cas où le parti lui refuserait l'investiture. En 1992, le milliardaire texan Ross Perot s'était présenté en indépendant contre George H. Bush et Bill Clinton, sur un programme notamment opposé aux dépenses publiques. Cette troisième candidature nuisait directement à George H. Bush, et a rendu possible la victoire de Bill Clinton. Nul doute qu'une candidature de Trump en indépendant aurait le même effet.

Côté démocrate, quels challengeurs pour Hillary Clinton ?

Hillary Clinton avait abordé les primaires de 2008 en *pole position,* avant d'être battue par Barack Obama au terme de longues et acrimonieuses semaines. Elle a démarré les primaires de 2016 dans la même position, connaissant jusqu'à cet été de forts niveaux d'intention de vote – autour de 60 % des électeurs démocrates. Après un moment de flottement, où elle avait chuté à 40 % environ, devant des rivaux déclarés (Bernie Sanders, 26 %) ou non (Joe Biden, 19,5 %), Hillary semble avoir repris l'avantage. Elle recueille fin octobre 53% des intentions de vote auprès des démocrates[4]. Cependant, sa candidature reste confrontée à des problèmes de plusieurs types.

HRC peut-elle incarner le renouveau ?

Si Hillary Clinton n'a annoncé sa campagne que le 12 avril 2015, sa candidature était en réalité attendue depuis des mois, voire des années : depuis son échec aux primaires démocrates de 2008, ou au moins depuis son départ de *Foggy Bottom* au début du second mandat d'Obama en février 2013. Comme le titre Ryan Lizza dans le *New Yorker* du 17 novembre 2014 (« The Inevitability Trap »), les électeurs démocrates ont l'impression que sa candidature est inéluctable, qu'elle leur est imposée, ce qui suscite d'emblée un sentiment de lassitude. Le parti démocrate trouve en HRC le « candidat naturel » dont manque le parti républicain, mais cette évidence ne semble pas être la panacée.

De plus, l'alternance entre présidents républicain et démocrate est un phénomène régulier, et attendu, dans l'histoire américaine. Au terme de

4. Voir de nouveau le site : <http://elections.huffingtonpost.com/pollster>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

deux mandats d'un président démocrate, le besoin de renouvellement de l'électorat est un handicap pour le candidat démocrate. Ayant joué un rôle central dans l'administration Obama, née en 1947, la candidate HRC peut-elle incarner le renouveau ?

Les challengeurs démocrates

Hillary Clinton semble avoir réussi mi-octobre à faire redémarrer sa campagne, réalisant une bonne performance lors du débat télévisé entre candidats démocrates du 13 octobre 2015, puis lors d'une audition au Congrès sur ses possibles erreurs de secrétaire d'État dans l'attaque de l'ambassade des États-Unis à Benghazi en septembre 2012. Du coup, ses financeurs ont été rassurés et plusieurs de ses adversaires démocrates ont préféré jeter l'éponge. C'est le cas de l'ancien sénateur de Virginie Jim Webb et du sénateur puis gouverneur de Rhode Island Lincoln Chafee. Tous deux partageaient un positionnement plutôt centriste dans le parti et des intentions de vote inférieures à 1 %.

La meilleure nouvelle pour HRC est la décision de Joe Biden de ne pas se présenter aux primaires. Avec un programme et un profil très similaires aux siens, l'actuel vice-président de Barack Obama la concurrençait directement. Qui plus est, Joe Biden bénéficiait d'une image très positive auprès du public, renforcée par son deuil récent – son fils Beau Biden, vétéran de la guerre d'Irak, est mort d'un cancer en mai dernier. Mais, comme le rappelle l'éditorialiste de gauche Jonathan Chait, Biden était régulièrement pris au piège de ses gaffes à répétition et de sa « verbosité incontrôlée[5] ». Son capital de sympathie aurait sans doute fondu aussitôt que sa candidature aurait été officielle.

Très peu de candidats restent donc en lice aujourd'hui. Le principal, avec 25,2 % des intentions de vote démocrates, est Bernie Sanders. Faisant campagne sur des idées fortement marquées à gauche, le sénateur du Vermont reçoit l'adhésion des radicaux progressistes du parti démocrate. Dans cette catégorie, Elizabeth Warren était le premier choix des militants, mais son refus de se présenter, longtemps pris pour une manœuvre tactique, a fini par être entériné. Sanders se présente comme un « socialiste », avec un programme en réalité plus social-démocrate, proposant plus de justice sociale et fiscale, ainsi qu'une application plus ferme de la loi Dodd-Frank sur le contrôle des institutions financières.

5. J. Chait, « Joe Biden's Just a Barrel of Gaffes », *Los Angeles Times*, 4 février 2007, disponible sur : <http://articles.latimes.com>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Sa campagne n'avait pas été prise au sérieux jusqu'à présent. La publication des comptes de campagne des candidats, obligatoire fin septembre, a modifié cette perception. Bernie Sanders s'est opposé à la création d'un comité de collecte de fonds – un « Super-PAC » –, un système qu'il considère comme une perversion de la démocratie. Il a néanmoins réussi à lever 26 millions de dollars auprès de 650 000 donateurs individuels, démarchés par internet. L'équipe Sanders a désormais assez de fonds pour faire campagne dans les fameux états qui tiennent leurs primaires en début d'année, y compris les États du « Super Tuesday ».

Une victoire de Sanders aux élections de novembre prochain semble pourtant utopique. Son programme ne peut en effet que déplaire à toute la partie droite de l'électorat américain. De plus, Sanders reste peu connu des électorats africains-américains et latinos, indispensables à la victoire. Son staff de campagne annonce qu'il va désormais mettre l'accent sur les éléments de son programme qui intéressent ces minorités, comme le salaire minimum à 15 dollars de l'heure, le renforcement de l'assurance santé ou l'éducation universitaire moins onéreuse.

La bonne performance de Sanders dans les sondages entraîne un double effet sur la candidature d'Hillary Clinton. D'une part, son succès vient animer une campagne qui semblait gagnée d'avance pour la candidate, réduisant son caractère attendu et peu excitant. C'est alors un élément positif pour elle. En revanche, les discours de Sanders obligent Hillary Clinton à modifier son programme pour prendre en compte les revendications de la gauche du parti. Ainsi, HRC a récemment déclaré son opposition à l'accord de libre-échange avec les pays d'Asie et du Pacifique, le Trans-Pacific Partnership (TPP), qu'elle avait pourtant soutenu lorsqu'elle était secrétaire d'État. C'est une démarche transparente de séduction de la composante syndicaliste du parti. Reste à savoir si de telles évolutions du programme d'Hillary Clinton ne seront pas difficiles à gérer lorsque le moment de la campagne nationale sera venu.

Les autres candidats déclarés dans le camp démocrate restent pour l'instant beaucoup moins connus. Le gouverneur du Maryland Martin O'Malley est actuellement à 1,5 % des intentions de vote. Plus intéressant, quoique tout simplement à 0 % dans les sondages, Lawrence Lessig a lancé sa campagne début septembre. Professeur de droit à Harvard et partisan d'un droit de la propriété intellectuelle assoupli – il est le fondateur de *Creative Commons* –, il fait campagne sur le thème du retour du civisme et de la lutte contre la corruption. Son unique objectif, annonce-t-il, est l'assainissement du système de financement des campagnes électorales. Comme on sait, avec la décision *Citizens United* de 2010, la Cour suprême applique

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

actuellement une conception extrêmement étroite de la corruption : celle-ci est définie comme la rétribution directe d'actes officiels – appelés « quid pro quo ». La Cour considère tous les autres cas qui lui sont soumis comme autorisés par le principe de liberté d'expression établi par le 1er Amendement. Ainsi, le financement des campagnes électorales par les entreprises et les particuliers, ainsi que le lobbying auprès du Congrès sont aujourd'hui permis sans limite et dans une transparence toute relative[6]. La campagne de Lawrence Lessig pourra-t-elle donner un écho à ce problème ? Hillary Clinton, qui bénéficie du soutien de nombreux « Super-PAC », annonce elle aussi vouloir réformer le système si elle est élue.

Les attaques du camp républicain

C'est en mars 2015 que l'affaire des e-mails a commencé à retenir l'attention de la presse. Lorsqu'elle était secrétaire d'État, entre 2009 et 2013, Hillary Clinton a continué à utiliser un serveur et une adresse e-mail personnels, au lieu d'utiliser le serveur et une adresse officielle du Département d'État comme elle aurait dû le faire. Ce qui pose problème à la fois parce que certains de ses mails pouvaient relever d'une circulation sur un serveur sécurisé, et parce que l'archivage de ces quatre années de correspondance n'a pu se faire correctement. HRC en a en effet détruit une partie qu'elle jugeait « personnelle » avant de transmettre le reste aux services d'archivage concernés. Comme souvent aux États-Unis, on voit s'enclencher la controverse sur des points de détail juridiques, dans une affaire avant tout politique.

L'affaire des e-mails est une aubaine pour le camp républicain, qui l'exploite tous azimuts. Elle permet en effet de mettre en avant une nouvelle fois les défauts de la candidate : son arrogance, un certain mépris des lois du commun, la richesse du couple Clinton… Surtout, on relève depuis le début une très mauvaise communication de ses équipes sur ce dossier, entre déni, minimisation du problème et excuses publiques. Au fond, HRC entretient, depuis les années 1990, lorsqu'elle était Première dame de l'Arkansas, d'assez mauvaises relations avec la presse, qu'elle n'arrive pas à améliorer malgré les nombreux communicants qu'elle emploie[7].

Que nous apprend cette campagne ?

D'un côté comme de l'autre, les candidats poussés par l'*establishment* ne sont toujours pas bons. Jeb Bush mène une campagne timide et sans éclat

6. Z. Teachout, *Corruption in America. From Benjamin's Snuff Box to Citizens United*, Cambridge, Harvard University Press, 2014.
7. L. Teste, *Hillary Clinton et la presse : vers une réconciliation ?*, « Chroniques américaines », Paris, Ifri, janvier 2015, disponible sur : <www.ifri.org>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

qui l'a vu chuter à 8,7 % des intentions de vote. Hillary Clinton ne doit pas, pour sa part, répéter ses erreurs de communication de 2008.

Par ailleurs, ceux qui ont aujourd'hui l'avantage dans les sondages ont un point commun significatif : l'authenticité. Donald Trump, dans sa violence rhétorique, et Bernie Sanders, dans son idéalisme, refusent tout discours calculé. Sanders fait campagne sur la cohérence et l'incorruptibilité de son programme ; Trump fait campagne sur le fait de dire exactement ce qu'il pense. Les deux candidats se méfient des machines de campagne, des discours testés auprès de groupes témoins et des donateurs qui dictent leurs conditions. La similitude entre les deux favoris du moment est révélatrice du sentiment de fatigue de l'électorat face à une politique perçue comme trop prudente et calculatrice.

Pour autant, la victoire de l'un de ces deux hommes semble peu vraisemblable. Les idées sur lesquelles ils font chacun campagne – Trump avec ses déclarations jacksoniennes, Sanders sur un programme social-démocrate – ne peuvent parler qu'à une minorité de l'électorat. Les États-Unis sont aujourd'hui profondément divisés entre une moitié conservatrice, blanche, rurale, âgée, et une moitié progressiste, dans les grandes villes et sur les côtes, qui ne partagent pas la même vision du monde.

Les candidats plus centristes, même médiocres, n'ont pas dit leur dernier mot.

PE

Mots clés
États-Unis
Élections présidentielles
Primaires
Opinion américaine